

Vers 1990

Industrie de l'armement

Par Frantz Gacogne

« Nous devons nous battre non pour être les plus forts mais pour ne plus avoir besoin d'être les plus forts. »

"L'industrie de l'armement nous apporte de l'argent et sa suppression entraînerait du chômage" ?

Il faut distinguer le cas de armes produites pour "l'usage" national et celles qui sont vendues, mêmes si les secondes "rentabilisent" les premières.

1) Sur le plan national

La production d'une arme est une perte sèche de temps ou de travail, d'énergie créatrice, de matières premières et donc d'argent. Car le salaire versé au travailleur qui fabrique une arme, pourrait tout aussi bien lui être versé à faire autre chose d'utile et de consommable.

En effet, l'état prélève au contribuable de quoi payer les armes qu'il achète aux industries privées d'armement. L'appauvrissement absolu vient du fait que les armes au mieux ne servent à rien, et au pire à détruire des richesses humaines ou matérielle.

Si l'on cesse de fabriquer une arme, le travailleur perd son salaire uniquement en raison du fait qu'on ne veut pas le payer à faire autre chose. Il s'agit donc bien d'une volonté délibérée de l'état de s'armer pour ou contre son peuple et non d'une "obligation naturelle".

Il fut un temps où tout le monde savait que les armes coûtent cher. Mais depuis que le profit prend le chômage en otage on essaie de nous convaincre que le rendement économique de la guerre l'absout de son horreur.

Il n'est pas nécessaire d'appeler au secours le bon sens pour savoir que la guerre sert avant tout à asservir les peuples les moins puissants et à maintenir des relations économiques et sociales inégalitaires. La récente "guerre du golfe" a encore été l'occasion pour les magiciens de la politique de manier un double discours relayé par les médias. Pour ceux qui étaient convaincus du bon droit de l'occident chrétien on parlait de "rendre le Koweït aux Koweïtiens", pour ceux qui doutaient des vertus morales du projet on laissait entendre que le pétrole était un enjeu stratégique. On entendit assez peu la vérité à savoir qu'il s'agissait d'affaiblir un tyran sans le chasser vraiment et donc de massacrer allègrement ses troupes et de bombarder ses villes avec de la technologie dernier cri.

Vers 1990

Industrie de l'armement

Par Frantz Gacogne

« Nous devons nous battre non pour être les plus forts mais pour ne plus avoir besoin d'être les plus forts. »

La guerre permet aussi de boursoufler l'ego des techniciens et des ingénieurs de l'armement. On peut gager que lorsqu'à la faveur d'un conflit le matériel d'une firme se révèle plus performants que celui d'un concurrent le champagne coule dans les bureaux d'études.

2) Sur le plan international

Les ventes d'armes seraient rentables parce qu'alors l'argent, au lieu de venir du contribuable et de tourner en rond à l'intérieur des frontières, entrerait et ferait pencher la fameuse balance commerciale, aune sacrée du capitalisme patriotique.

Cet argument a deux faiblesses :

La première est que les armes sont généralement vendues à des pays en assez mauvais état économique voire même dans des états catastrophiques de misère, pour la bonne raison que la misère entraîne souvent la guerre et que celle-ci la renforce. Or, il est pour le moins curieux que ces pays, économiquement faibles, financent nos investissements d'armement.

Rappelons que si l'on vend des armes à l'étranger, c'est -outre des considérations stratégiques dont on attend pas de profits immédiats- pour augmenter le volume de production dans des proportions telles que le coût marginal de chaque unité produite chute à un niveau satisfaisant pour nos propres achats.

On peut se demander d'où vient l'argent des pays pauvres qui s'arment. On peut se le demander et certains l'ont déjà fait (voir la revue Science et Vie). Les ventes d'armes sont souvent de colossaux fiascos financiers dissimulés par de tonitruantes annonces : "Le Brésil achète quinze mirages F1". Comment les payent-ils?

En fait cela n'a pas d'importance car l'état nantit toujours les ventes d'armes aux pays étrangers en vertu d'accords politiques, en même temps qu'il autorise (ou ordonne) ces ventes, et le constructeur sait qu'il sera payé s'il le faut (et ça arrive) par le contribuable.

Deuxième faiblesse : S'il arrive que les pays pauvres (en voie de développement est un euphémisme néo-colonial) payent effectivement leurs achats militaires, c'est au prix de sacrifices exorbitants. Un mode de paiement

Vers 1990

Industrie de l'armement

Par Frantz Gacogne

« Nous devons nous battre non pour être les plus forts mais pour ne plus avoir besoin d'être les plus forts. »

courant consiste à consentir des fournitures de matières premières à des cours très favorables. Ce mode de paiement - parfois tristement amusant comme lorsque la Grèce parvint à convaincre le gouvernement français d'absorber ses invendus d'olives en échange de l'achat d'avions de chasse - a souvent pour effet de dépouiller ces pays de leurs richesses transformables et donc de leurs espoirs d'industrialisation.

En admettant que les clients honorent leurs factures d'armes, ils font donc supporter à leurs peuples ce que s'épargnent ainsi les pays producteurs, à savoir les investissements nécessaires. Ils font supporter à leurs peuples l'effort de guerre qui nous enrichit ou limite au moins notre appauvrissement. Le pire est que ces pays non seulement payent parfois ces armes mais en plus les utilisent et même de temps à autre contre leur population.

Dire alors que les ventes d'armes rapportent de l'argent, revient tout simplement à admettre que l'on est pleinement satisfait que des populations étrangères, asservies par leurs gouvernements ou par des pseudo-révolutionnaires financent nos investissements. C'est faire preuve de cynisme et de stupidité. Cynisme car c'est croire que les conséquences d'un tel mépris ne nous atteindront jamais autrement que par la sébile des organisations humanitaires, et stupidité car c'est escompter sur notre supériorité économique et militaire à long terme. Par là-même nous nous condamnons à la surenchère belliciste.

C'est aussi favoriser l'industrie crapuleuse de la drogue. En effet celle-ci étant prohibée dans nos pays, les états nécessiteux ont tous intérêts à pactiser avec les parrains de la drogue. Ceux-ci acheminent leur marchandise auprès des toxicomanes de nos sociétés avec la complicité active ou passive de nos propres états, qui défendent ainsi la solvabilité des pays clients. Voir à ce sujet l'excellent ouvrage "A qui profite la cocaïne" de Mylène Sauloy et Yves le Bonniec Calman-Lévy 1992.

Disons au passage que rien ne pourrait arriver de pire à tous ces tristes sires que la légalisation de la drogue. Ceux qui s'enrichissent colossalement du trafic illicite de la drogue ont fortement intérêt à ce qu'existe un vaste courant moral opposé à sa légalisation qui ferait dramatiquement chuter les cours et donc les profits.

Si l'on avait le sens du raccourci, on dirait que les morts et les survivants de la drogue sont les sacrifiés des dieux modernes. Les sociétés primitives offraient

Vers 1990

Industrie de l'armement

Par Frantz Gacogne

« Nous devons nous battre non pour être les plus forts mais pour ne plus avoir besoin d'être les plus forts. »

aussi à leurs dieux des sacrifices humains, mais elles ne prétendaient pas être démocratiques. Nous ne sommes plus fiers de nos offrandes mortelles, c'est peut-être ça le progrès ?

A qui profitent ces crimes contre l'humanité ?

Aux dirigeants de l'industrie d'armement et leurs complices : banquiers, sous-traitants, militaires, dirigeants politiques. Bref de tous ceux qui ruinent la paix en enrichissant les guerriers.

Nous devons nous battre non pour être les plus forts mais pour ne plus avoir besoin d'être les plus forts.